



Treizième session  
Point 33 de l'ordre du jour

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE RESPECT, SUR LE PLAN INTERNATIONAL,  
DU DROIT DES PEUPLES ET DES NATIONS A DISPOSER D'EUX-MEMES

Incidences financières du projet de résolution recommandé  
par la Troisième Commission (A/4019)

Trente-deuxième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires à l'Assemblée générale (treizième session)

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné l'exposé du Secrétaire général sur les incidences financières du projet de résolution approuvé par la Troisième Commission à sa 893ème séance, projet tendant à créer une commission qui serait chargée de procéder à une enquête approfondie sur le droit des peuples et des nations à la "souveraineté permanente sur leurs richesses et leurs ressources naturelles".
2. En examinant cette question, le Comité consultatif a tenu compte du fait que la Troisième Commission a décidé de laisser à l'Assemblée générale le soin de déterminer, en séance plénière, le nombre des membres de la commission proposée dans le projet de résolution, de décider si cette commission se composerait de représentants de gouvernements ou de personnes nommées à titre individuel et de fixer les modalités de leur nomination ainsi que la session du Conseil économique et social à laquelle la commission devrait présenter son rapport.
3. Le Secrétaire général a indiqué que, dans les circonstances présentes, il faudrait ouvrir au chapitre 6 du budget de 1959 un crédit supplémentaire de 5.000 dollars pour engager les consultants à court terme dont le Secrétariat pourrait avoir besoin pour fournir les services nécessaires à la commission. Il y a lieu de remarquer, cependant, que le montant de ce crédit a été calculé à partir des hypothèses suivantes : a) la commission ne comprendrait que des

représentants de gouvernements, qui se réuniraient exclusivement au Siège;

b) les travaux de la commission seraient de caractère essentiellement juridique.

Le Comité consultatif tient à souligner que si l'une ou l'autre de ces hypothèses est démentie par les faits, d'autres dépenses risquent fort d'en résulter.

4. Le Comité consultatif constate également que si le rapport de la commission au Conseil économique et social devait comprendre des recommandations qui entraîneraient d'autres dépenses supplémentaires, ces nouveaux besoins seraient signalés au Conseil conformément à la procédure normale en matière d'incidences financières.

5. Le Comité consultatif recommande d'ouvrir au chapitre 6 un crédit additionnel pour les services des consultants, mais il espère cependant que l'on pourra se passer de ces services supplémentaires. Le Comité consultatif pense que la chose serait peut-être possible si l'on prenait soin de nommer à la commission des membres qui possèdent la compétence voulue dans le domaine d'étude particulier de la commission et si l'on n'épargnait aucun effort pour utiliser au maximum les ressources dont le Secrétariat dispose actuellement.

6. En conséquence, le Comité consultatif, tout en exprimant les réserves énoncées plus haut, recommande d'informer l'Assemblée générale que l'adoption du projet de résolution pourrait entraîner une dépense supplémentaire de 5.000 dollars en 1959 (chapitre 6) et nécessiterait l'ouverture d'un crédit correspondant au budget de 1959.

-----